



## Assemblée générale

Distr. limitée  
20 décembre 2010\*  
Français  
Original: anglais

---

**Commission des Nations Unies  
pour le droit commercial international  
Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation)  
Cinquante-quatrième session  
New York, 7-11 février 2011**

### **Règlement des litiges commerciaux**

#### **Transparence dans les arbitrages entre investisseurs et États fondés sur des traités**

#### **Propositions soumises par des gouvernements et des organisations internationales**

#### **Note du Secrétariat**

En vue de la cinquante-quatrième session du Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation), pendant laquelle ce dernier devrait travailler sur l'élaboration d'une norme juridique relative à la transparence dans les arbitrages entre investisseurs et États fondés sur des traités, les délégations ont été invitées, à la cinquante-troisième session du Groupe, à fournir au Secrétariat des informations, y compris des propositions écrites (A/CN.9/712, par. 101). On trouvera en annexe à la présente note la traduction de propositions telles qu'elles ont été reçues par le Secrétariat.

---

\* La soumission du présent document a été retardée en raison de sa réception tardive.



## Proposition du Gouvernement allemand

[Original: anglais]

[Date: 14 décembre 2010]

De l'avis de la délégation allemande auprès du Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation) de la CNUDCI, la session que ce dernier a tenue du 4 au 8 octobre 2010 à Vienne a permis de poser des jalons importants, premièrement en vue d'une meilleure compréhension de l'exigence de transparence dans les arbitrages entre investisseurs et États, et deuxièmement en faveur de pratiques d'arbitrage qui se conforment à cette exigence. L'analyse des options juridiques qui permettraient d'instaurer la transparence dans ce type d'arbitrage, préconisée par de nombreuses délégations, et par le président en particulier, a permis de répondre à un certain nombre de questions en la matière. Dans ce contexte, la délégation allemande souhaiterait soumettre les propositions suivantes à la présidence et aux autres délégations, avant la prochaine session du Groupe de travail. Elles concernent les prochaines étapes de la préparation de nouvelles règles visant à renforcer la transparence dans les arbitrages entre investisseurs et États.

### **La délégation allemande est d'avis que ces règles devraient être élaborées sous la forme de principes directeurs non contraignants.**

En comparaison avec les autres options, des principes directeurs non contraignants sont la solution qui respecte le plus le principe d'un processus dominé par les parties, sur lequel repose l'arbitrage. Des principes directeurs non contraignants sont aussi le meilleur moyen d'atteindre l'objectif recherché par toutes les délégations, à savoir l'acceptation la plus large possible des règles relatives à la transparence. De tels principes pourraient avoir des incidences importantes tant sur les traités de protection des investissements existants que sur ceux qui seront négociés ou révisés à l'avenir. Ils devraient s'appliquer aux traités internationaux à l'échelle intergouvernementale et aux contrats privés entre États et investisseurs qui prévoient de régler les litiges par voie d'arbitrage. La délégation allemande estime que, contrairement à des règles obligatoires, des principes directeurs non contraignants seraient assez souples pour susciter une large adhésion et être par conséquent d'une grande utilité pratique.

Les parties à des procédures d'arbitrage futures menées sur la base d'un traité de protection des investissements existant conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, pourraient s'entendre, lors d'un différend, pour appliquer au cas par cas les nouveaux principes directeurs sur la transparence. Elles pourraient aussi convenir ultérieurement d'appliquer ces principes de manière générale, en modifiant ou complétant le traité.

Il serait possible d'incorporer directement les principes dans les nouveaux traités de protection des investissements. Pour ce faire, la délégation allemande propose d'élaborer une clause type additionnelle, qui permettrait aux parties à un traité de convenir de l'applicabilité de ces principes.

De l'avis de la délégation allemande, l'autre possibilité envisagée en lieu et place de principes directeurs, à savoir un accord sur des règles de transparence obligatoires s'appliquant aux différends entre investisseurs et États, constituerait une solution nettement inférieure, qui serait à peine acceptable pour l'Allemagne:

- Il est peu probable que des règles obligatoires tiennent compte, dans la même mesure que des principes directeurs, de l'objectif recherché par tous, qui est d'assurer l'acceptation la plus large possible des règles relatives à la transparence. Des principes directeurs non contraignants seraient plus susceptibles de favoriser une réforme rapide et efficace au sein de la CNUDCI qu'une norme juridique obligatoire;
- Il serait nettement plus difficile d'intégrer des règles obligatoires dans les traités existants. Seuls les traités de protection des investissements existants qui contiennent une référence dynamique à la dernière version applicable du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI pourraient être considérés comme intégrant de plein droit les nouvelles règles en matière de transparence;
- Dans les arbitrages, la question de l'incorporation des règles susciterait des controverses et risquerait de ce fait d'entraîner des coûts et des retards supplémentaires. Ceci irait à l'encontre du souhait – légitime – de créer des règles uniformes sur la transparence applicables aux arbitrages entre investisseurs et États;
- Les règles de la CNUDCI sur la transparence ne devraient pas être structurées ni formulées de manière à limiter les droits nationaux concernant l'accès aux informations. Le risque d'imposer de telles limites est bien plus grand avec des règles obligatoires qu'avec des principes directeurs non contraignants.